**L'Observatoire international des avocats en danger (OIAD)** est une initiative du Conseil national des barreaux (France), du Barreau de Paris (France), du Consejo General de la Abogacía Española (Espagne) et du Consiglio Nazionale Forense (Italie).

**Lancé en 2015, l'OIAD a pour objet de défendre les avocats menacés** dans le cadre de l'exercice de leur profession et de dénoncer les situations attentatoires aux droits de la défense.

**Site internet de l'OAID**

**Twitter : @ProtectLawyers**

OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES AVOCATS

# NEWSLETTER DE L'OBSERVATOIRE

## Décembre 2019 / Janvier 2020

# 24 JANVIER 2020 : JOURNEE MONDIALE DE L'AVOCAT EN DANGER

Cette journée internationale a pour vocation d'attirer l'attention de la société civile et des pouvoirs publics sur la situation des avocats dans un pays particulier, afin de faire connaitre les menaces auxquelles sont confrontés les avocats dans le cadre de l'exercice de leur profession.

Après la situation des avocats en Iran, en Turquie, aux Philippines, au Pays Basque, au Honduras, en Chine et en Egypte, la Journée de l'avocat en danger 2020 sera dédiée à la situation des avocats au Pakistan. Elle sera consacrée aux avocats pakistanais afin de témoigner de la gravité de la situation dans ce pays.

Lire le document explicatif sur la Journée mondiale ici.

## Edition 2020 consacrée aux avocats au Pakistan

La Journée mondiale de l'avocat en danger porte cette année sur le Pakistan où les avocats sont constamment pris pour cible, menacés, assassinés et où l'exercice de la profession est particulièrement difficile.

Cette violence ciblée contre les avocats reflète non seulement l'état de violence générale qui règne au Pakistan, en particulier contre les défenseurs des droits humains, mais traduit aussi une stratégie systématique de mise à mort de tous les acteurs du judiciaire soupçonnés de blasphème en raison de leur profession et de leur combat pour leur indépendance et pour la sauvegarde de l'Etat de droit.

### Les attentats de Quetta

La ville de Quetta est devenue le symbole de la violence à l'encontre des avocats dès le 17 février 2007 où pour la première fois, un terroriste se faisait exploser dans une salle d'audience, faisant 16 victimes dont un juge et six avocats.

**Puis, le 8 août 2016, une bombe décima le barreau en tuant 70 avocats rassemblés devant l'hôpital de la ville après l'assassinat de leur Bâtonnier quelques heures plus tôt. Au total, ce sont quelques 150 des 280 avocats du Baloutchistan qui ont été tués ou blessés le 8 août à Quetta.**

### Les menaces à l'encontre des avocats pakistanais

*Les menaces liées aux cas de terrorisme*

Les affaires de terrorisme vont très souvent engendrer des risques pour les avocats qui s'en saisissent. Ils vont devenir la cible de menaces de la part des autorités puisqu'ils remettent ainsi en

cause la manière dont l'Etat pakistanais combat le terrorisme.

Les procureurs vont également faire l'objet de menaces dans ce genre d'affaires mais à la différence des avocats, les persécutions vont venir des organisations terroristes contre lesquels ils intentent des poursuites.

### *Les menaces en raison de l'appartenance à une minorité*

L'ahmadisme est un courant minoritaire de l'Islam qui considère qu'il existe un autre Prophète et remet ainsi en cause les bases même de l'Islam pour les sunnites et les chiites. L'ahmadisme a ainsi été déclaré « non-musulman » par le Parlement pakistanais en 1974. Dès lors qu'un avocat va défendre une personne appartenant à cette minorité ahmadie, il devient presque simultanément une cible de persécutions, et d'autant plus si lui-même appartient à cette minorité.

### *Les menaces basées sur l'accusation de blasphème*

La loi anti-blasphème pakistanaise est l'une des plus dures au monde, puisqu'elle punit de manière automatique par la peine de mort l'injure au prophète Mahomet. Ces lois introduites en 1986 dans le Code pénal pakistanais (article 295 B, 295 C, 298 A, 298 B, 298 C) ont pour effet de limiter très fortement la liberté de religion et d'expression.

Les avocats qui défendent les personnes accusées de blasphème sont généralement menacés de violences par des groupes et des individus qui veulent rendre justice eux-mêmes. **L'avocat étant alors assimilé à la personne dont il assure la défense.** La pression de la rue et des responsables religieux s'exerce à tous les niveaux du système judiciaire. **Les avocats, juges, policiers ou procureurs sont sous une intense pression et vivent dans la crainte de représailles.** Ainsi, trouver un avocat qui accepte de défendre ce type de dossier est une mission particulièrement difficile.

### Le cas de Saif ul-Malook

**Saif ul-Malook a défendu la pakistanaise chrétienne, Asia Bibi devant les tribunaux pakistanais à partir de 2010 et l'a sauvée d'une pendaison pour blasphème**.

Il s'est exilé aux Pays Bas en novembre 2018 après de violentes protestations contre la décision de la Cour suprême pakistanaise d'annuler la condamnation à mort de Bibi en 2010. Il retourna à Islamabad le 26 janvier 2019 pour la défendre alors qu'elle faisait face à un dernier appel de la décision de la Cour Suprême. L'appel final a été rejeté à la fin du mois de janvier 2019. Bibi, détenue préventivement jusqu'alors, a finalement été autorisée à quitter le Pakistan et est arrivée au Canada le 8 mai 2019.

Les manifestations organisées pour la Journée mondiale :

- **Conférence avec l'avocat Saïf ul-Malook à Rome et à Paris**

- **Rassemblement devant l'ambassade du Pakistan à Bruxelles et à Paris**

- **Conférence sur la situation des avocats dans le monde à Milan, Rome, Turin, Bologne, Vérone, Messina et Trapani.**
- **Déploiement d'une banderole à Paris et à Bergamo (Italie)**

- **Les articles publiés :**
  - Français : Libération, La Vie, Barreau de Paris
  - Italien : Castelli Notizie, ilDubbio
  - Espagnol : Consejo General de la Abogacía Española

# NOS ALERTES

**KAZAKHSTAN** : Le 1er octobre 2019**, la police belge a mené une perquisition sans mandat au domicile de l'avocate défenseure des droits de l'Homme et réfugiée kazakhe en Belgique, Botagoz Jardemalie**.

Selon les informations reçues, les autorités belges ont donné suite à une demande de coopération judiciaire de la part du Kazakhstan visant la réfugiée politique qui a obtenu son statut en 2013.

La perquisition s'est déroulée à son domicile alors que l'avocate était absente, sans mandat de perquisition. Par ailleurs, **la police était accompagnée de deux fonctionnaires kazakhs** (un magistrat et un membre des services anti-corruption), alors même que l'avocate avait obtenu le statut de réfugié en Belgique **du fait des persécutions du régime kazakh à son égard.**

De nombreux outils informatiques et dossiers confidentiels ont été saisis lors de cette perquisition, ainsi que des données couvertes par le secret professionnel en lien avec ses activités d'avocate.

Ces saisies pourraient avoir de graves répercussions sur la sécurité de l'avocate et de ses clients puisque ses messageries contenaient des communications privilégiées et confidentielles et des informations sensibles relatives à ses clients. Les saisies pourraient également avoir des conséquences pour la sécurité de son frère, Iskander Yerimbetov, détenu politique au Kazakhstan depuis le 13 novembre 2017.

Retrouvez l'intégralité de notre alerte ici.

**PAKISTAN** : **Pour la deuxième fois en l'espace de huit mois, l'avocat et défenseur des droits de l'Homme de 38 ans, Shafiq Ahmed, a été victime d'enlèvement dans la province du Pendjab**.

L'avocat avait été enlevé une première fois en mars 2019. Il avait été détenu au secret et forcé d'avouer qu'il utilisait ses réseaux sociaux pour communiquer avec des éléments anti-pakistanais. Il a ensuite été retrouvé sur le bord de la route dans une ville voisine. Victime d'actes de torture d'une particulière gravité, Shafiq Ahmed a été hospitalisé pendant plusieurs mois.

**Shafiq Ahmed est connu pour ses publications sur Twitter et Facebook en faveur du mouvement de protection des Pachtounes et contre les politiques de l'Etat**. Selon son frère, il recevait de nombreuses menaces de mort par téléphone.

Selon les dernières informations, il a été à nouveau enlevé le 10 décembre 2019, Journée internationale des droits de l'Homme, par une demi-douzaine de personnes en civil, appartenant vraisemblablement à la célèbre agence de renseignement pakistanaise, l'ISI.

Retrouvez notre alerte ici.

**GABON** : L'OIAD dénonce avec la plus grande fermeté la tentative d'enlèvement dont a été victime Me Anges- Kévin Nzigou, avocat franco-gabonais, inscrit au barreau du Gabon, dans la nuit du 24 au 25 novembre.

Il semblerait que cette tentative d'enlèvement ait été l'œuvre des services spéciaux de l'Etat gabonais.

Me Nzigou est un avocat engagé, qui, à de nombreuses reprises, et dans un contexte très difficile, a pris la défense d'opposants

politiques et de personnalités en délicatesse avec le pouvoir. Il avait récemment porté un mandat de l'OIAD concernant Me Michelle Ndoki au Cameroun.

Retrouvez notre alerte ici.

# NOS MISSIONS

**Pérou** : Mission d'appui et d'accompagnement au Collectif des avocats des Andes du Sud
Participation au Congrès national des droits de l'Homme du Pérou (3 - 10 novembre 2019)

Les conséquences des conflits éco-territoriaux en Amérique latine sont importantes et engendrent des litiges qui ont trait principalement au contrôle des ressources naturelles et des biens communs. Les équipes juridiques qui assurent la défense des intérêts des communautés présentes sur ces terres se voient souvent exposées à un risque de représailles, au même titre que les communautés, afin de limiter le libre exercice de la profession. Face à ce risque, de nombreux confrères et consœurs issus de diverses institutions et du Collectif ont été formés par des avocats notamment des spécialistes de l'environnement.

**Colombie** : Mission de soutien et d'accompagnement de l'avocat Daniel Prado ; Observation des audiences convoquées dans le cadre du processus des "12 Apôtres" (6 - 13 novembre 2019).

L'avocat Daniel Prado Albarracín, membre de l'ONG colombienne Inter-Church Justice and Peace Commission (CIJP), représente un certain nombre de victimes dans l'affaire emblématique des "12 Apôtres".

Le principal accusé dans ce processus est Santiago Uribe Vélez, frère de l'ancien président et actuel sénateur Álvaro Uribe Vélez, qui a été accusé d'avoir cofondé le groupe paramilitaire connu sous le nom des 12 Apôtres d'Antioquia, groupe auquel on attribue la commission de crimes contre l'humanité dans les années 1990.

Les crimes pour lesquels il a été jugé sont des crimes concertés sous la forme de formation de groupes illégaux à des fins de paramilitarisme et de meurtre.

# NOS ARTICLES

## Turquie : soumission d'un rapport alternatif concernant les avocats en Turquie dans le cadre de l'EPU

**L'OIAD, avec la Law Society of England and Wales et douze autres organisations, ont soumis un rapport alternatif concernant la situation des avocats et des juges en Turquie dans le cadre du troisième cycle de l'Examen Périodique Universel du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies.**

Retrouvez la fiche d'information complète ici.

Retrouvez l'intégralité du rapport ici.

Retrouvez le Résumé des communications des parties prenantes concernant la Turquie ici.

# Pologne : Projet de loi en Pologne portant gravement atteinte à l'indépendance de la justice et à la liberté d'expression des acteurs juridiques

**Les conservateurs polonais ont déposé un projet de loi ce jeudi 12 décembre permettant de sanctionner les juges qui remettent en cause les réformes controversées menées par le pouvoir.**

**La législation proposée est qualifiée par l'opposition de « tentative de bâillonner » les magistrats critiques. Elle interdirait effectivement toute dissidence des juges, procureurs et avocats qui critiquent les changements dans le système judiciaire et les poursuites que la majorité gouvernementale a mises en œuvre en Pologne depuis 2015.** Elle prévoit également des modes de répression sévères et jusqu'à l'élimination des juges et procureurs « provocateurs ».

Le 28 novembre 2019, le bâtonnier de Varsovie, Mikolaj Pietrzak, était invité par le Barreau de Paris à prendre la parole dans le cadre d'une conférence sur l'Etat de droit et les libertés fondamentales en Europe. Avocat défenseur des droits de l'Homme, il dénonce avec force, depuis 2016, tant au niveau national qu'international, les violations de l'Etat de droit en Pologne, l'affaiblissement de la séparation des pouvoirs et les atteintes à l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Il avait lors de cette conférence fait part de ses préoccupations concernant les procédures disciplinaires déjà mises en œuvre à l'encontre de 200 magistrats et avait rappelé que les avocats risquent d'être les prochaines victimes des réformes actuelles.

Retrouvez l'intégralité de l'article ici.

## BONNES NOUVELLES

Deux avocats soutenus par l'Observatoire, d'origine syrienne et pakistanaise, ont obtenu leur statut de réfugié en France en ce début d'année 2020 !

L'OIAD est heureux d'accueillir trois nouveaux membres actifs

**Barreau de Neuchâtel, Suisse** : L'Ordre des avocats neuchâtelois rassemble 250 avocats inscrits au barreau du canton de Neuchâtel. Il a adhéré à l'Observatoire le 27 novembre 2019.

**Barreau du Lualaba, RDC** : le barreau de Lualaba rassemble 156 avocats dans la province du Lualaba en République démocratique du Congo.

**Barreau de Cologne, Allemagne** : Le barreau de Cologne correspond à l'arrondissement judiciaire de la Cour d'appel de Cologne et comprends les arrondissements judiciaires de Cologne, Bonn, Leverkusen et Aix-la-Chapelle (Aachen). Il a environ 13.000 membres dont environ 3.000 juristes d'entreprise.

## CONTACTEZ-NOUS :

**Anne Souléliac** : asouleliac@avocatparis.org

**Josquin Legrand** : j.legrand@cnb.avocat.fr

**Mikel Cordoba Gavin** : mikel.cordoba@fundacionabogacia.org

Abogacía Española
CONSEJO GENERAL

AVOCATS BARREAU • PARIS

CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX

CNF
Consiglio Nazionale Forense

ORDINE DEGLI AVVOCATI BARI

BARREAU DE BRUXELLES ORDRE FRANÇAIS

BARREAU DE CAEN
ORDRE DES AVOCATS

ORDRE DES AVOCATS DE GENÈVE

ORDRE DES AVOCATS HAUTS-DE-SEINE

ORDRE DES AVOCATS
Barreau de La Rochelle - Rochefort

ILLUSTRE COLLEGI DE L'ADVOCACIA DE LLEIDA

Ordre des Avocats
Barreau de Lyon

ILUSTRE COLEGIO DE ABOGADOS DE MADRID

ORDRE AVVOCATI BRESCIA

Ordre des avocats
près la Cour d'appel de Metz

ORDINE DEGLI AVVOCATI DI MILANO

CONSIGLIO DELL'ORDINE DEGLI AVVOCATI MODENA

AVOCATS
BARREAU DE MONTPELLIER

ORDINE DEGLI AVVOCATI MONZA

ORDINE DEGLI AVVOCATI TRIESTE

OAN ORDRE DES AVOCATS NEUCHÂTEL

Consiglio Ordine Avvocati Palermo

ORDINE AVVOCATI DI ROMA

Ordre des Avocats
Barreau de Rennes

Barreau de Rouen

ORDINE AVVOCATI ROVERETO

Barreau de Strasbourg

Colegio de Abogados
Talavera de la Reina

Barreau de Thonon-les-Bains, du Léman & du Genevois

ORDINE DEGLI AVVOCATI DI TORINO

Barreau de Tours

AVOCATS EUROPÉENS DÉMOCRATES
ABOGADOS EUROPEOS DEMOCRÁTICOS
EUROPÄISCHE DEMOKRATISCHE ANWÄLTE
AVVOCATI EUROPEI DEMOCRATICI
ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΙ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΚΟΙ ΔΙΚΗΓΟΡΟΙ
ADVOCATEN DEMOCRATISCH EUROPESE
ADVOGADOS EUROPEUS DEMOCRATAS
ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΙ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΚΟΙ ΔΙΚΗΓΟΡΟΙ
EUROPEAN DEMOCRATIC LAWYERS

AVOCATS SANS FRONTIERES
France

EUROPEAN LAWYERS
EUROPEAN BARS
CCBE
AVOCATS EUROPÉENS

Conférence des Bâtonniers

FREE THE LAWYERS
CHRLCC

défense sans frontière
avocats solidaires

ENDANGERED LAWYERS

FNUJA

IDHAE

LAWYERS FOR LAWYERS

SAF
SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE

The Arrested Lawyers Initiative

uja
union des jeunes avocats aix en provence